



Pour entrer dans le XXI^e siècle, repartons du Moyen Age!

Unir grandes écoles et universités est un impératif pour refondre l'enseignement supérieur.

Notre monde est en train de basculer, et ce peut être pour le pire ou le meilleur. Sous peine de désespérer nos jeunes ou de les assigner au milieu dans lequel ils sont nés, nous devons les former de façon plus efficace et exigeante, en leur donnant les moyens de s'adapter à des mouvements amples et imprévisibles. Sous peine de voir notre économie asphyxiée, nous devons sans cesse innover et inventer. Sous peine de voir les pathologies politiques proliférer, nous devons promouvoir la recherche de la vérité par le débat et la critique rationnelle. Ces trois tâches, former, innover, construire le savoir, c'est l'université qui en a la responsabilité au premier chef. Mais les grands mouvements qui ont forgé notre pays, s'ils ont enfanté une tradition intellectuelle glorieuse, se sont toujours défiés des institutions universitaires. L'idée d'institutions collégiales où l'ensemble des disciplines se confrontent et s'enrichissent est pourtant née en France et en Italie au Moyen Age. Mais pour innover intellectuellement, former ses savants, ses ingénieurs, ses élites administratives, la France, depuis le XVI^e siècle, a préféré engendrer une série d'institutions singulières: le Collège de France, les Mines, Polytechnique, l'Ecole normale supérieure, les Chartes, l'Ecole pratique des hautes études, Sciences-Po, et tant d'autres. Pour surmonter la relative faiblesse de notre recherche, nous avons créé au XX^e siècle des organismes, le CNRS, l'Inria, l'Inserm, l'Inra, le CEA, l'Ifremer,

l'IRD et d'autres, qui nous ont permis de faire beaucoup mieux que combler nos retards.

Il a fallu quelques décennies pour qu'universités, grandes écoles et organismes engagent une collaboration plus efficace, avec une pluralité de tutelles et non sans difficulté. L'effort continu de l'Etat, le talent des individus et le génie de notre pays ont assuré un certain succès à ce système baroque. Les universités se sont peu à peu renforcées et modernisées, mais on a exigé d'elles, dans la plus parfaite hypocrisie, qu'elles traitent de façon indifférenciée des étudiants qu'elles n'avaient pas choisis et orientés pour leurs aptitudes, tout en menant à bien avec les organismes une mission de recherche compétitive.

Nous payons le prix de cette histoire si particulière. Nous sommes à juste titre fiers de nos chercheurs. Mais notre pays n'a pas le système universitaire qu'il mérite: le grand public le percevait confusément bien avant que les classements internationaux ne le soulignent de façon brutale. Notre recherche fondamentale est excellente, mais elle n'a pas l'impact économique qu'elle a dans d'autres grands pays. La formation de nos élites est à la fois trop malthusienne et trop cloisonnée, et la promesse de la République aux classes populaires n'a pas été tenue: en dépit des incantations, la mobilité sociale est devenue résiduelle. Un premier cycle universitaire indifférencié amène trop souvent à l'échec. Enfin, les universitaires n'ont pas pris la place qui devrait être la leur dans l'élaboration des politiques publiques et dans les débats de société. Tous les gouvernements récents ont pourtant proclamé, et parfois assumé, une priorité pour ce secteur. La vérité est que l'Etat ne peut plus guère accroître ses efforts budgétaires, et qu'il est temps que les entreprises, les fa-

milles les plus aisées, les anciens étudiants qui ont réussi, et aussi les étudiants étrangers que nous accueillons à juste titre mais qui ne paient pas l'impôt, participent à l'effort de multiples façons. C'est une question d'efficacité, mais c'est aussi, une question d'équité. Nous savons ce que nous avons à faire, et la bonne nouvelle est que nous avons commencé à le faire: le programme des investissements d'avenir a consolidé des universités unifiées à Bordeaux, Marseille, Strasbourg et bientôt à Grenoble, Lille, Nice, sans doute un jour prochain à Lyon ou Toulouse. En Ile-de-France, l'université Paris-Saclay, Sorbonne-Université, Paris-Sciences-et-Lettres et d'autres regroupements en devenir articulent ces institutions prestigieuses qui ont fait la France universitaire. Le paysage est simplifié, il commence à se structurer autour d'acteurs qui ont la taille, la qualité et l'empan thématique nécessaire pour exister au meilleur niveau international, et qui pour la première fois développent chacun leur identité propre et leur histoire singulière, rompant avec la fiction d'uniformité qui bridait le système. Toutes ces institutions vont être capables de transformer ce pays en remplissant l'ensemble de leurs missions de formation, de recherche et d'innovation, de structuration du débat public, et en participant à la circulation planétaire des chercheurs et des étudiants. Beaucoup reste à faire, mais nos partenaires internationaux ont déjà pris la mesure de ces transformations. Il est important qu'en France aussi la société civile reprenne confiance en notre enseignement supérieur. Il nous faut la convaincre que nous sommes en train de surmonter l'archaïque opposition entre grandes écoles et universités à la française et de construire à partir d'elles ce que, dans le monde entier, on appelle



universités: des institutions qui savent s'occuper de toute une classe d'âge dans sa diversité, qui choisissent, orientent et font réussir leurs étudiants, qui sont à la racine du développement économique et qui éclairent l'avenir des sociétés. Un choix démocratique est à venir au cours du printemps. Il peut engager les étapes ultérieures de la transformation universitaire qui nous amènera, comme au Moyen Age, à proposer au monde un nouveau modèle. Mais il faudra réformer, faire confiance, et investir. Cette fois-ci, c'est une question de survie. ◀

Président de Paris-Sciences-et-Lettres

Par

**THIERRY
COULHON**



DR